



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1201
8 juillet 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

UN LIBRARY

JUL 13 1976

UN/SA COLLECTION

Quarante-troisième session
Point 4 de l'ordre du Jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1455ème séance, le 1er juillet 1976, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil et aux fins d'inclusion dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire.
2. Le Comité de rédaction a tenu séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1200 et Add.1 et Add.2) en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit être incorporé au prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les fasse insérer à la fin du rapport.

Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Déplacements de population

1. Le Conseil de tutelle note avec inquiétude que les crédits nécessaires pour permettre à l'ERDA d'entreprendre des enquêtes plus poussées sur la radioactivité dans l'atmosphère sur l'atoll de Bikini n'ont pas encore été ouverts. Le Conseil recommande que les fonds nécessaires soient fournis pour cette étude afin que les Bikinien puissent décider s'ils souhaitent retourner sur leurs terres ancestrales ou obtenir une amélioration de leurs conditions de vie à Kili. Le Conseil note avec satisfaction que le Congrès des Etats-Unis a approuvé des allocations de fonds pour déblayer l'atoll d'Eniwetok.

Réparations pour dommages de guerre

2. Le Conseil de tutelle réitère la recommandation formulée dans le rapport de sa quarante-deuxième session, à savoir que la procédure pour tous les paiements soit accélérée. Le Conseil estime claire et définitive la position touchant les demandes de réparations au titre de la catégorie I et demande instamment que les derniers paiements soient effectués rapidement de manière à régler cette question vieille de trente ans. Pour ce qui est des demandes de réparations relevant de la catégorie II, le Conseil considère que le versement total devrait se rapprocher du montant envisagé par la Commission micronésienne de réparations, de sorte que les indemnités accordées soient entièrement réglées. Quoi qu'il en soit, il est extrêmement important d'établir une déclaration sans ambiguïtés informant clairement les ayants droit du montant des versements à venir. Le Conseil prend soigneusement note de la déclaration faite sur cette question par l'un des conseillers spéciaux du Président du Sénat du Congrès de la Micronésie.

B. PROGRES POLITIQUE

Gouvernement territorial

Législature

3. Le Conseil de tutelle réaffirme sa conviction que l'unité des îles Marshall et des îles Carolines doit être préservée. Le Conseil prend note de la création d'une

Commission du statut politique futur et de la transition chargée de veiller à ce que le projet d'accord de libre association ne soit pas incompatible avec le projet de constitution.

4. Le Conseil estime que la Commission devrait s'efforcer de consolider l'unité du Territoire.

5. Le Conseil prend note avec satisfaction du fait que cette unité ne sera pas imposée car le projet d'accord ne prendra pas effet dans un district si 55 p. 100 des votants se prononcent contre.

6. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a réaffirmé son intention de mettre fin à l'Accord de tutelle simultanément pour toutes les parties du Territoire sous tutelle et non pas pour une partie distincte.

7. Le Conseil demande instamment que des liens sociaux, économiques et culturels soient maintenus entre les Mariannes septentrionales et les autres districts et, à cet égard, prend note des déclarations de l'Autorité administrante.

8. Le Conseil de tutelle note avec préoccupation que l'Autorité administrante n'a pas donné suite à sa recommandation antérieure tendant à ce que soient adoptées les mesures nécessaires pour opérer une distinction entre les intérêts propres du Territoire et les obligations internationales de l'Autorité administrante en vue finalement de limiter au maximum les possibilités d'exercice du droit de veto par le Haut Commissaire.

9. Le Conseil demeure conscient de ce que certaines des difficultés associées à l'utilisation du droit de veto découlent de la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif et que ces difficultés sont encore accrues du fait que ce pouvoir est exercé par un chef de l'exécutif nommé et non élu. En conséquence, le Conseil recommande que l'Autorité administrante s'attache sérieusement à préparer les Micronésiens à assumer les plus hautes fonctions dans l'exécutif.

10. Le Conseil se félicite de l'instauration en 1976 de nouvelles procédures budgétaires autorisant la commission compétente du Congrès de la Micronésie à présenter à la commission correspondante du Congrès des Etats-Unis, ses justifications budgétaires pour les ouvertures annuelles de crédits destinés au Territoire sous tutelle.

Pouvoir exécutif

11. Le Conseil note avec satisfaction l'augmentation régulière du nombre de Micronésiens occupant des postes de responsabilités élevés; il se plaît à constater que le pourcentage d'étrangers et de fonctionnaires des Etats-Unis employés dans la fonction publique du Territoire sous tutelle a diminué tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Le Conseil réitère ses appels précédents pour que cette tendance à la "localisation" au niveau de l'exécutif se poursuive.

12. Le Conseil demeure favorable à ce qu'un Micronésien occupe le deuxième poste par ordre d'importance de l'exécutif tout en notant les vues exprimées par la Mission de visite de 1976, à propos des difficultés qu'il y aurait à choisir un candidat étant donné les susceptibilités dans les divers districts.

Administration des districts

13. Le Conseil prend note de la création du nouveau district de Kusaie et juge cette décision conforme aux vœux des dirigeants de la population de l'île.

Décentralisation

14. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que l'Autorité administrante a entrepris un programme systématique de décentralisation visant à accroître l'autonomie locale et à rationaliser l'appareil bureaucratique.

Système judiciaire

15. Le Conseil demande instamment à nouveau qu'il soit offert aux Micronésiens qualifiés davantage de possibilités dans le système judiciaire. Tout en reconnaissant que les Micronésiens y détiennent maintenant plusieurs postes importants, le Conseil estime que la préférence devrait leur être donnée, toutes choses égales par ailleurs, à mesure que des postes supérieurs deviennent vacants.

16. Le Conseil réaffirme la nécessité de consulter le Congrès de la Micronésie à propos de la nomination ou de la révocation des magistrats de la Haute Cour.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

17. Le Conseil de tutelle note avec préoccupation que la dépendance de la Micronésie à l'égard de l'extérieur reste considérable. Il accueille toutefois avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle l'effort principal porterait désormais sur les secteurs productifs de l'économie. Il espère aussi que le montant des crédits alloués au programme de développement économique de la Micronésie n'est pas fixé de façon intangible et pourra être accru si cela apparaissait nécessaire.

18. Le Conseil de tutelle exprime l'espoir que l'Autorité administrante examinera avec le plus grand soin les moyens de réduire sensiblement les incidences des droits de douane et mesures connexes sur la promotion des exportations à partir du Territoire sous tutelle. Le Conseil estime qu'une telle mesure permettrait de favoriser le développement des capacités d'exportation du Territoire.

Finances publiques

19. Le Conseil réaffirme les recommandations qu'il avait formulées l'année précédente selon lesquelles il conviendrait d'accorder un plus grand pouvoir de contrôle sur le budget au Congrès de la Micronésie.

20. Il a noté avec satisfaction qu'un certain effort avait été fait pour permettre au Comité ad hoc au Congrès de la Micronésie de justifier directement les dépenses des sommes allouées auprès du comité correspondant du Congrès des Etats-Unis. Cette mesure devrait être complétée par une association plus étroite du Congrès de la Micronésie au processus de répartition des fonds.

21. Le Conseil se félicite de l'élaboration du plan global et à long terme du Territoire. Il espère que l'assistance fournie par le PNUD permettra de définir des priorités et de mettre en place une infrastructure adaptée aux besoins de la Micronésie susceptible notamment de réduire sa dépendance à l'égard de l'assistance financière extérieure.

Aide des institutions internationales

22. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction qu'au cours de 1975, un projet d'assistance du PNUD à la planification économique a été approuvé, et que d'importants travaux ont déjà été effectués. Le Conseil exprime l'espoir que le Territoire sous tutelle continuera à développer ses contacts avec les organismes internationaux et régionaux en vue d'une assistance au développement ainsi que sa participation à leurs activités.

23. Le Conseil apprend avec regret que le Congrès de la Micronésie souhaite revenir sur son intention de devenir membre de la Banque asiatique de développement. Bien que ce soit aux représentants élus du peuple de Micronésie de décider de ce qui convient le mieux au Territoire, le Conseil souhaite néanmoins qu'il soit consigné qu'à son avis, l'admission de la Micronésie à la Banque, dont il est actuellement question, serait particulièrement opportune à la fois sur le plan économique et géographique.

Crédit

24. Le Conseil se félicite que l'Autorité administrante lui ait donné l'assurance que le Fonds de prêt au développement économique, le Fonds de prêt au développement de la production et le Fonds de prêt au développement des ressources marines aient l'intention d'encourager le développement des ressources locales en Micronésie. Le Conseil note avec satisfaction que la Banque de développement de Micronésie est maintenant ouverte. Le Conseil persiste à croire que la création de moyens de crédit locaux est indispensable au développement économique du Territoire sous tutelle.

Questions foncières

25. Le Conseil note que l'immatriculation des terres et l'établissement de levés cadastraux sont en cours et qu'ils devraient être achevés d'ici le milieu de 1977. Il exprime l'espoir que ces activités seront rapidement menées à bien.

26. Le Conseil appuie énergiquement l'opinion de sa Mission de visite selon laquelle tous les efforts voulus devraient être faits afin de disposer de documents complets et à jour sur la propriété des terres.

Agriculture et élevage

27. Comme l'année précédente, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de développer la production des produits alimentaires pour permettre aux territoires de se rapprocher de l'autosubsistance. Cette priorité ne devrait pourtant pas porter atteinte aux efforts en cours pour diversifier les cultures et doter le Territoire d'une agriculture commerciale. Le Conseil voudrait recommander qu'une étude particulière soit entreprise pour dégager les possibilités d'exploitation des ressources forestières du Territoire.

28. Le Conseil espère que les expériences entreprises pour former les agriculteurs locaux à de nouvelles techniques d'exploitation notamment pour la culture du riz et du coprah seront poursuivies.

Ressources marines

29. Le Conseil réaffirme que les ressources marines jouent un rôle capital dans l'économie de la Micronésie et demande instamment à l'Autorité administrante de faire tout son possible pour protéger ces ressources et les mettre en valeur. Le Conseil note avec approbation que le Congrès de la Micronésie a créé des services de pêche dans chaque district afin de favoriser le développement de coopératives et que le Centre micronésien de démonstration pour la mariculture, situé aux Palaos, a reçu une assistance financière importante.

30. Le Conseil se félicite du fait que, conformément aux recommandations qu'il a formulées dans son dernier rapport, l'assistance du PNUD a été demandée et obtenue en vue du développement des pêcheries et que l'Autorité administrante envisage de procéder à une expérience importante afin de déterminer la possibilité de pratiquer la pêche commerciale à la seine à poche de la bonite à ventre rayé.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

31. Le Conseil note avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie a obtenu le statut d'observateur à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sous l'égide de l'Autorité administrante, et qu'il doit continuer d'y participer. Le Conseil note les vues bien arrêtées exprimées par les représentants du Congrès de la Micronésie au sujet de la participation de la Micronésie ainsi que la déclaration faite à la quarante-troisième session par l'un des conseillers spéciaux, qui insistait pour que les intérêts et les besoins spéciaux de la Micronésie soient pris pleinement en considération. Le Conseil note que les intérêts de la Micronésie ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'Autorité administrante.

32. Le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante de continuer à faire preuve de vigilance afin de protéger les eaux micronésiennes contre une exploitation illégale étrangère.

Industrie et tourisme

33. Le Conseil recommande que le développement du tourisme s'effectue selon un plan plus ordonné pour éviter des distorsions trop grandes entre les districts. Le Conseil recommande que les productions locales soient dans toute la mesure du possible préférées aux productions importées tant pour la construction des équipements touristiques que pour leur fonctionnement. Les produits locaux devraient figurer plus fréquemment dans les restaurants des hôtels de tourisme.

34. Le Conseil note avec satisfaction que la croissance de ce secteur est régulière et ne dépasse pas pour l'instant les possibilités d'accueil des districts. Il recommande de continuer à développer les "conférences ateliers" et les cours de formation sur le tourisme.

Transports et communications

35. Le Conseil se félicite de la décision prise récemment de désigner le transporteur qui assurera la liaison aérienne entre la Micronésie et le Japon et estime que l'ouverture de liaisons aériennes sur cette route contribuera à assurer le développement économique du Territoire sous tutelle.

36. Le Conseil prend note avec approbation du fait qu'à la suite de l'appel formulé dans son dernier rapport pour que priorité soit donnée aux besoins des habitants des îles périphériques, des fonds importants ont été prévus pour remplacer la flotte de vieux bateaux assurant les liaisons entre les îles, ce qui permettra de remplacer sept bateaux au cours des trois prochaines années.

Proposition relative à la construction d'un superport aux Palaos

37. Le Conseil note que le Gouvernement du Territoire sous tutelle a passé un contrat concernant une étude de faisabilité pour la construction d'un superport.

38. Le Conseil estime que les répercussions que pourrait avoir éventuellement la construction du superport envisagé sur l'unité devraient être étudiées. Il y aurait lieu également de se préoccuper des répercussions éventuelles d'un tel port sur l'environnement.

39. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante s'est engagée à ne pas approuver la construction du superport si la population des Palaos y est opposée.

40. Le Conseil recommande que l'Autorité administrante tienne dûment compte des vues du Congrès de la Micronésie sur la question.

Coopératives

41. Le Conseil prend note avec plaisir de l'essor encourageant des coopératives de pêche grâce aux efforts déployés en commun par le personnel des coopératives et le Congrès de la Micronésie. Tout en appréciant les tentatives déjà faites et les difficultés rencontrées, le Conseil exprime l'espoir que l'administration continuera à consacrer une partie de ses efforts en matière d'éducation et d'information à persuader les agriculteurs du Territoire sous tutelle des avantages des coopératives agricoles, et en particulier de la mise en commun des machines.

D. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

42. Le Conseil se félicite de la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle, grâce à l'ouverture imminente du nouvel hôpital à Kusaie et à la construction d'autres installations, des services sanitaires adéquats seront mis à la disposition d'un nombre toujours croissant de Micronésiens. Le Conseil demande instamment que l'on s'efforce principalement d'améliorer les installations dans les zones périphériques, afin de réduire la disparité qui existe entre la qualité des services médicaux dans les principaux centres de population et dans les îles périphériques.

43. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à veiller à ce qu'il y ait suffisamment de personnel sanitaire micronésien qualifié pour satisfaire les besoins de la population.

Main-d'oeuvre

44. Le Conseil rappelle son inquiétude à constater qu'il existe toujours un déséquilibre entre le nombre des salariés employés dans le secteur public et celui des salariés employés dans le secteur privé.

45. Le Conseil accueille avec satisfaction l'annonce qu'une enquête sur les besoins en main-d'oeuvre sera effectuée en 1977 dans le cadre d'un plan directeur de développement économique mis au point avec l'assistance du PNUD. Il espère que cette étude permettra d'orienter en connaissance de cause les jeunes Micronésiens vers les secteurs où les besoins en main-d'oeuvre sont les plus importants.

46. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante s'est déclarée décidée à poursuivre sa politique consistant à n'employer d'étrangers qu'en l'absence de Micronésiens compétents.

Logement

47. Le Conseil note que l'on forme actuellement des Micronésiens en vue de l'exécution d'un programme à long terme de logements à bon marché. Etant donné l'importance de ces logements, le Conseil espère que les ressources nécessaires seront fournies pour ce programme.

Sécurité publique

48. Le Conseil se félicite des efforts entrepris pour prévenir la délinquance en général et la délinquance juvénile en particulier. Il recommande que les efforts de prévention soient poursuivis.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

49. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction des excellents résultats obtenus par l'Autorité administrante dans le domaine général de l'enseignement, en particulier l'universalité de l'enseignement primaire et le taux élevé de fréquentation des établissements scolaires, ainsi que le nombre satisfaisant d'étudiants du troisième cycle dans le Territoire.

50. Comme dans son précédent rapport, le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'envisager la création d'un programme spécial ayant trait à la situation économique du Territoire de façon à mieux préparer les Micronésiens à l'autonomie.

51. Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés par l'Autorité administrante, qui est parvenue à augmenter le nombre d'enseignants micronésiens actuellement en poste dans le Territoire.

52. Toutefois, le Conseil craint toujours que le nombre des personnes instruites du Territoire dépasse rapidement celui des emplois qui s'offrent à elles et recommande en conséquence que l'on continue à mettre l'accent sur la formation professionnelle plutôt que sur l'enseignement de type classique proprement dit.

F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES VERS L'AUTONOMIE ET L'INDEPENDANCE

53. Le Conseil de tutelle réaffirme le droit inaliénable du peuple de la Micronésie à l'autodétermination, y compris son droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Accord de tutelle.

54. Le Conseil reconnaît que le plébiscite qui a eu lieu, en juin 1975, dans le district des Mariannes septentrionales, en présence d'une mission de visite des Nations Unies, s'est déroulé dans des conditions satisfaisantes et en toute liberté, et que les habitants des Mariannes septentrionales, exerçant librement leur droit à l'autodétermination, ont approuvé, à une large majorité, un pacte visant à établir un Commonwealth des îles Mariannes septentrionales en union politique avec les Etats-Unis. Le Conseil prend note des assurances qui lui ont été données par l'Autorité administrante selon lesquelles tant que l'Accord de tutelle restera en vigueur, bien qu'il faille s'attendre que les îles Mariannes septentrionales deviennent autonomes avec leur propre constitution, dans le cadre du Pacte visant à établir le Commonwealth, certaines de ses dispositions ne prendront effet que lorsque l'Accord de tutelle aura pris fin. Il note également que l'Autorité administrante entend mettre fin simultanément à l'Accord de tutelle pour l'ensemble du Territoire sous tutelle.

55. Le Conseil réitère sa recommandation visant à ce que l'Autorité administrante encourage le maintien de liens amicaux et étroits entre les îles Mariannes septentrionales et le reste du Territoire sous tutelle.

56. Le Conseil réaffirme sa conviction que l'unité politique des îles Carolines et des îles Marshall doit être maintenue. Il rappelle qu'il s'était préoccupé des tendances séparatistes qui se manifestent dans les districts des îles Marshall et des Palaos. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante s'est engagée à maintenir l'unité des îles Carolines et des îles Marshall. Il exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à s'efforcer de persuader les habitants des districts intéressés des avantages de l'unité.

57. Pas plus que sa mission de visite, le Conseil ne tient à faire de recommandations précises quant au statut futur qui conviendrait le mieux pour les îles Carolines et les îles Marshall, ni à prendre position en ce qui concerne la libre association. Il se borne à constater que le statut de libre association dont il est question à l'heure actuelle, s'il était approuvé par la population, ne serait pas incompatible avec les objectifs du régime de tutelle.

58. Le Conseil prend note des dispositions du projet d'accord de libre association qui ont été convenues, en juin 1976, entre les représentants de l'Autorité administrante et ceux du Congrès de la Micronésie. Il constate qu'il ressort expressément de ces dispositions que la souveraineté appartient au peuple de la Micronésie, que celui-ci a le droit souverain de choisir, pour l'avenir, son propre statut politique, et qu'il se gouvernera lui-même avec ses propres lois et son propre gouvernement élu. Il note la disposition prévoyant qu'il pourra être mis fin unilatéralement à l'accord, après 15 ans, laissant ainsi au peuple de la Micronésie la possibilité d'opter pour le statut qu'il souhaiterait choisir à ce moment-là, y compris l'indépendance. Il note également qu'aucun district ne sera lié par un plébiscite sur le projet d'accord, si plus de 55 p. 100 des votants du district se prononcent contre le projet en question.

59. Le Conseil estime que la population de la Micronésie doit avoir toute facilité pour s'informer de la teneur des dispositions du projet d'accord de libre association, sous sa forme actuelle, ainsi que de toutes autres options politiques futures, y compris l'indépendance.

60. Le Conseil prend note du projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie qui a été approuvé par la Convention constitutionnelle de la Micronésie en novembre 1975, et de ce que le Congrès de la Micronésie a expressément manifesté le désir de soumettre en temps utile cette constitution à un référendum. Bien qu'il n'ait pas l'intention, à l'heure actuelle, de faire aucune recommandation particulière, le Conseil exprime l'espoir que le Congrès de la Micronésie s'efforcera, dans toute la mesure de ses moyens, de garantir qu'au moment où le projet de constitution sera soumis à la population, les conditions du référendum soient acceptables pour tous les districts des îles Carolines et des îles Marshall.